

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

SIXIÈME SESSION

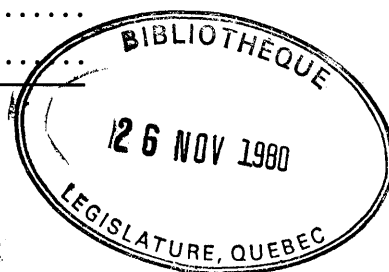
Projet de loi n° 2

**Loi modifiant la Loi sur la
Société québécoise d'initiatives pétrolières**

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture



PRÉSENTÉ

Par M. YVES BÉRUBÉ

Ministre de l'énergie et des ressources

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1980

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi sur la Société québécoise d'initiatives pétrolières afin principalement:

1° d'élargir le mandat de la Société en lui permettant, dans un objectif de rentabilité, d'acheter, d'importer, de transporter, de faire raffiner, de commercialiser ou de vendre des hydrocarbures;

2° d'augmenter son fonds social autorisé de 120 000 000 \$; et

3° de modifier la composition de son conseil d'administration tout en prévoyant la nomination d'un président du conseil d'administration et d'un président directeur général de la Société.

Ce projet de loi prévoit également l'uniformisation avec les lois existantes des règles régissant les conflits d'intérêts des administrateurs, officiers et employés de la Société.

Il confère en outre au ministre de l'énergie et des ressources le pouvoir d'émettre, avec l'approbation du gouvernement, des directives portant sur l'orientation et les objectifs de la Société.

Il impose enfin à la Société l'obligation de faire approuver annuellement par le gouvernement son plan de développement.

Projet de loi n° 2

Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives pétrolières

SA MAJESTÉ, de l'avis et du contentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 3 de la Loi sur la Société québécoise d'initiatives pétrolières (L.R.Q., c. S-22) est modifié:

1° par l'addition, après le paragraphe *b* du premier alinéa, du paragraphe suivant:

«*c*) de négocier et conclure des contrats ou ententes pour l'achat d'hydrocarbures bruts ou raffinés, liquides ou gazeux, et d'importer, de transporter, de faire raffiner, de commercialiser ou de vendre des hydrocarbures.»;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

«À ces fins, la Société peut, conformément à la loi, s'associer ou conclure des accords avec toute personne ou société.

Dans la réalisation de ses objets, la Société doit avoir un objectif de rentabilité.».

[[**2.** L'article 4 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**4.** Le fonds social autorisé de la Société est de 220 000 000 \$.

Il est divisé en 4 400 000 actions d'une valeur nominale de 50 \$ chacune.».]

3. L'article 5 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**5.** Les actions de la Société font partie du domaine public du Québec. Le ministre des finances exerce les droits attachés à ces actions.».

[[4. Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 9, des articles suivants:

«**9.1** À la demande de la Société, que cette dernière établit en fonction des sommes requises pour ses investissements, le ministre des finances paiera à la Société sur le fonds consolidé du revenu, une somme de 87 900 000 \$ pour 1 758 000 actions entièrement acquittées de son capital social, selon les modalités suivantes:

a) au cours de l'année 1981, jusqu'à concurrence d'une somme de 14 300 000 \$ pour un nombre équivalent d'actions entièrement acquittées de son capital social;

b) au cours de l'année 1982, jusqu'à concurrence d'une somme de 14 300 000 \$ pour un nombre équivalent d'actions entièrement acquittées de son capital social;

c) au cours de l'année 1983, jusqu'à concurrence d'une somme de 19 300 000 \$ pour un nombre équivalent d'actions entièrement acquittées de son capital social;

d) au cours de l'année 1984, jusqu'à concurrence d'une somme de 20 000 000 \$ pour un nombre équivalent d'actions entièrement acquittées de son capital social;

e) au cours de l'année 1985, jusqu'à concurrence d'une somme de 20 000 000 \$ pour un nombre équivalent d'actions entièrement acquittées de son capital social.

Cependant, si la Société demande au cours d'une des années ci-dessus mentionnées une somme inférieure à la somme maximale prévue pour cette même année, la différence entre ces deux sommes pourra faire l'objet d'une demande ultérieure de la Société. Suite à cette demande, le ministre des finances paiera à la Société, sur le fonds consolidé du revenu, nonobstant les montants maxima annuels prévus au paragraphe précédent, la somme demandée pour un nombre équivalent d'actions entièrement acquittées de son capital social.

«**9.2** Le ministre des finances est autorisé à payer à la Société sur le fonds consolidé du revenu, avec l'approbation préalable du gouvernement et aux conditions qu'il détermine, une somme de 32 100 000 \$ pour 642 000 actions entièrement acquittées de son capital social.

Ce paiement peut être fait, en un ou plusieurs versements, en fonction des activités de la Société; s'il est fait en plusieurs versements, chacun d'eux doit faire l'objet de l'approbation prévue au premier alinéa. Le ministre des finances est autorisé à déterminer l'étalement de chacun des versements.

Tout décret d'approbation du gouvernement est déposé à l'Assemblée nationale.

«**9.3** La Société délivre des certificats d'actions au ministre des finances en retour des paiements effectués en vertu des articles 9.1 et 9.2.».]

5. Les articles 10 à 16 de cette loi sont remplacés par les suivants:

«**10.** Un conseil d'administration administre les affaires de la Société. Ce conseil est composé:

a) du président de la Société nommé par le gouvernement après consultation des autres membres du conseil d'administration pour une période d'au plus cinq ans, sous réserve du contrat visé dans le deuxième alinéa de l'article 13; et

b) de six à dix autres membres, nommés par le gouvernement, pour une période d'au plus deux ans.

Ces membres sont les administrateurs de la Société au sens de la Loi sur les compagnies, mais la qualité d'actionnaire n'est pas requise.

«**11.** Les membres du conseil d'administration élisent parmi les membres visés dans le paragraphe b du premier alinéa de l'article 10 un président du conseil et un vice-président pour exercer les fonctions du président du conseil en son absence.

«**12.** Le président du conseil préside les réunions du conseil, voit à son fonctionnement et assume toutes les autres fonctions qui lui sont assignées par règlement de la Société.

«**13.** Le président de la Société est responsable de l'administration et de la direction de la Société dans le cadre de ses règlements et de ses politiques. Il est d'office directeur général de la Société et exerce ses fonctions à plein temps.

Sa rémunération et les autres conditions d'exercice de ses fonctions sont établies par un contrat qui le lie à la Société. Ce contrat n'a d'effet que s'il est ratifié par le gouvernement.

«**14.** Au moins les deux tiers des membres du conseil d'administration, dont le président du conseil et le président de la Société, doivent être domiciliés au Québec.

«**15.** Le gouvernement fixe la rétribution du président et du vice-président du conseil et celle des autres membres visés dans le paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 10.

Les membres du conseil d'administration, à l'exception du président de la Société, sont indemnisés ou remboursés des frais et dépenses qu'ils encourent dans l'exercice de leurs fonctions selon les normes et barèmes déterminés par règlement de la Société.

«**16.** Chacun des membres du conseil d'administration demeure en fonction malgré l'expiration de son mandat, jusqu'à ce qu'il ait été remplacé ou nommé à nouveau.

Le gouvernement comble une vacance survenue avant l'expiration d'un mandat de la manière et pour la durée mentionnées à l'article 10.

«**16.1** Un membre du conseil d'administration, autre que le président de la Société, qui a un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit cet intérêt et celui de la Société doit, sous peine de déchéance de sa charge, le révéler par écrit au président de la Société et s'abstenir de participer à toute décision portant sur l'entreprise dans laquelle il a cet intérêt.

Le président de la Société et les autres officiers ou employés de la Société ne peuvent, sous peine de déchéance de leur charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit cet intérêt et celui de la Société. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si cet intérêt échoit à l'un d'eux par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec diligence.

Un intérêt dans une valeur mobilière inscrite à une bourse reconnue ne donne pas lieu à l'application du présent article s'il équivaut à moins d'un dix-millième du montant total en cours des valeurs mobilières inscrites de l'entreprise visée.».

6. L'article 17 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

«*b*) acquérir ou détenir des actions ou des biens d'une entreprise dans une proportion suffisante pour lui en assurer le contrôle;»;

2° par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

«*d*) disposer d'une partie ou de la totalité de son domaine minier, autrement que par vente à l'enchère ou par soumissions publiques;»;

3° par l'addition du paragraphe *f* suivant:

«*f*) conclure des contrats ou ententes relatifs aux objets mentionnés au paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 3.».

7. L'article 20 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**20.** La Société doit, au plus tard le 31 juillet de chaque année, faire au ministre de l'énergie et des ressources un rapport de ses activités pour son année financière précédente.

Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre prescrit.

Ce rapport doit être déposé devant l'Assemblée nationale si elle est en session ou, si l'Assemblée nationale ne siège pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou, suivant le cas, dans les trente jours de la reprise de ses travaux.».

8. Les articles 21 à 23 de cette loi sont remplacés par les suivants:

«**21.** Les livres et comptes de la Société sont vérifiés chaque année et chaque fois que le décrète le gouvernement, par le vérificateur général; ce dernier peut toutefois, à la demande de la Société, désigner un autre vérificateur. Le rapport du vérificateur général ou du vérificateur qu'il a désigné doit accompagner le rapport annuel de la Société.

«**22.** La Société doit faire approuver chaque année par le gouvernement son plan de développement.

Le gouvernement détermine la forme et la teneur du plan de développement ainsi que l'époque à laquelle celui-ci doit être présenté.

«**23.** Le ministre peut, dans le cadre de ses responsabilités et pouvoirs, émettre des directives portant sur les objectifs et l'orientation de la Société. Ces directives sont soumises à l'approbation préalable du gouvernement. Si elles sont ainsi approuvées, elles lient la Société qui est tenue de s'y conformer.

Les tiers ne sont pas tenus de voir à l'application du présent article, qui ne peut être invoqué par eux ou contre eux.

Toute directive émise en vertu du présent article doit être déposée devant l'Assemblée nationale, si elle est en session, dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement. Si l'Assemblée nationale ne siège pas, la directive doit être déposée devant elle dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou, suivant le cas, dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.

«**24.** La Société doit fournir au ministre tout renseignement qu'il requiert sur ses activités.

«**25.** Les articles 159 à 162 de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38) ne s'appliquent pas à la Société.

«**26.** Le ministre de l'énergie et des ressources est chargé de l'application de la présente loi.».

9. Les membres du conseil d'administration de SOQUIP dont le mandat n'est pas expiré lors de l'entrée en vigueur de l'article 10 de la Loi sur la Société québécoise d'initiatives pétrolières édicté par l'article 5 de la présente loi demeurent en fonction pour la durée non écoulée de leur mandat.

10. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur en tout ou en partie à une date ultérieure qui sera fixée par proclamation du gouvernement.